



Israël-Iran : mobilisation pour éviter l'embrasement

► Deux jours après qu'Israël et ses alliés ont paré l'attaque de drones et de missiles lancée par l'Iran, l'incertitude demeure sur les intentions de l'Etat hébreu

► La communauté internationale, Etats-Unis et Europe en tête, tout en condamnant les actes de Téhéran, presse Israël de s'en tenir là, afin d'éviter un embrasement régional

► De son côté, Benjamin Nétanyahou, qui doit composer avec une extrême droite fondamentaliste va-t-en-guerre au sein de sa coalition, tempore et laisse toutes les options ouvertes



Des missiles interceptés au-dessus d'Israël, à Ashkelon, dans la nuit du 13 au 14 avril. AMIR COHEN/REUTERS

Les pays arabes privilégient leur sécurité

La Jordanie a collaboré avec Israël pour contrer l'attaque, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis se sont faits plus discrets dans leur soutien aux Américains

L'échec de la dissuasion

Les importantes capacités militaires respectives d'Israël et de l'Iran semblaient jusque-là un frein à tout affrontement direct, mais la donne a changé

PAGES 3 ET 4

ÉDITORIAL RENONCER À L'ESCALADE AU PROCHE-ORIENT

PAGE 27

PAGES 2 À 5

Soudan Le pays ravagé par une année de guerre

LE SAMEDI 15 AVRIL 2023 commençait, au Soudan, une guerre entre les forces armées soudanaises, les troupes du régime dirigées par le général Al-Bourhane, et les Forces de soutien rapide du général Daglo, dit « Hemetti », qui allait mettre le pays à genoux. Un an après, plus de 8 millions de

personnes ont dû fuir les combats, des viols de masse ont été commis, le nombre officiel de morts est de 15.000, mais serait en réalité au moins trois fois supérieur, sans compter les milliers de disparus. Une partie de la population du pays est en proie à une famine qui pourrait s'avérer

particulièrement mortelle cet été, si rien n'est fait.

Selon l'ONU, cette nation de 44 millions d'habitants fait tout simplement face à la plus grave crise humanitaire au monde, dans une relative indifférence de la communauté internationale.

PAGE 6

Médias L'audiovisuel public vers une grande fusion

La ministre de la culture, Rachida Dati, devrait dévoiler en mai son projet pour rapprocher les différentes entités

PAGE 14

Européennes Le retour de l'affrontement des « deux gauches »

Après la parenthèse de la Nupes, la campagne des européennes marque la réapparition d'un clivage entre la gauche socialiste, emmenée par Raphaël

Glucksman, qui entretient une dynamique positive, et la liste « insoumise » de Manon Aubry, davantage en difficulté

PAGE 8

Patrimoine Querelle autour du monastère de la Visitation



Le jardin du monastère de la Visitation, à Paris, le 12 février.

CAMILLE GHARBI POUR LEMONDE

DES ASSOCIATIONS de défense du patrimoine ont pris fait et cause pour cet ensemble de bâtiments désaffectés, niché dans le 6^e arrondissement de Paris, qui fait l'objet d'un projet de rénovation, incluant la construction de logements sociaux, de la

part du diocèse de la capitale. Un acteur inattendu s'est invité dans le dossier : Gérard Depardieu, dont l'hôtel particulier est mitoyen du parc du monastère et qui voit d'un mauvais œil les travaux à venir.

PAGE 11

Mayotte La seconde phase de l'opération « Wuambushu » se prépare

PAGE 9

Planète Les crédits carbone locaux : préserver la nature en échange de revenus

PAGE 12

Sport Brest garde le cap sur la Ligue des champions

PAGE 13

Voyage Le long des méandres de la Dordogne

PAGE 23

Electricité Le réseau à l'aube d'une révolution

La transition énergétique, qui passe par un usage décuplé de l'électricité, nécessite de repenser en profondeur les réseaux

DOSSIER P. 16-17 ET P. 18

Etats-Unis Donald Trump, un rapport toxique aux femmes

L'attitude de prédation vis-à-vis des femmes, que l'ex-président a longtemps revendiquée, est au cœur du procès qui s'ouvre

PAGE 7

NEW BR 05 CERAMIC Bell & Ross

NOUVELLE BR05 CERAMIC - 84H DE RÉSERVE DE MARCHE
BOULTOUR PARIS +33 (0)1 73 73 93 88 - BELLROSS.COM

A Paris, la bataille du monastère de la Visitation

Le diocèse, Gérard Depardieu et des défenseurs du patrimoine s'opposent sur le devenir de ce site désaffecté

En amoureux des vieilles pierres, Julien Lacaze est un habitué de ce genre de divine surprise, mais cette fois-là... Il en est encore tout bouleversé. En 2020, au hasard d'une énième flânerie dans Paris... La pittoresque et romantique rue du Cherche-Midi, dans le 6^e arrondissement, entre Montparnasse et Saint-Germain-des-Près... Au numéro 110, une porte cochère qu'il retient du pied quand quelqu'un en sort... Et là... «*Je tombe sur un lieu merveilleux, hors du temps.*»

Julien Lacaze, 47 ans, se trouve être le président de l'association de défense du patrimoine Sites & Monuments. «*Je découvre un hôtel particulier qui servait de pavillon de chasse à la famille Clermont-Tonnerre [une vieille famille aristocratique française], une chapelle 1820 exceptionnelle. Avec des dalles, des croisées de menuiserie... Sur le mur d'enceinte, deux pilastres Louis XVI. Rien n'a bougé. Je suis ébahi par les dimensions du jardin. Plus de 4 000 mètres carrés. Incroyable. Je m'aperçois qu'il y a une vacherie car les sœurs vivaient en autarcie. Une petite ferme urbaine telle qu'on le fantasme aujourd'hui. Un rare témoignage d'élevage en plein Paris.*»

Un petit coin de paradis patrimonial au cœur de la capitale, une connexion urbaine avec les temps anciens cachée. Le monastère de la Visitation, c'est son nom, s'étend sur une surface de plus de 7 000 mètres carrés, entre les rues de Vaugirard et du Cherche-Midi. Après le déménagement de la communauté des sœurs de la Visitation en 2010, le diocèse de Paris hérite du lieu, désaffecté depuis.

L'église de Paris décide alors d'en faire une colocation solidaire pour héberger trois associations qui accueillent des femmes enceintes en situation difficile, des personnes en situation de handicap et d'autres en situation de précarité. Un lieu d'entraide et de charité, selon le vœu des cinq dernières religieuses résidentes, un projet d'intérêt collectif qui s'est vu accorder un permis de construire, en 2019, par la Ville de Paris.

«Dégâts irréversibles»

Si l'hôtel particulier, un ancien pensionnat de jeunes filles, et la chapelle principale seront conservés et rénovés, des annexes (une boulangerie, une blanchisserie, la vacherie...) seront rasées pour laisser place à de nouveaux immeubles dont les façades en pierre sont jugées «*d'une grande pauvreté architecturale*», selon Julien Lacaze.

A l'apparition des panneaux de démolition sur la façade, pour des travaux qui pourraient commencer en décembre 2024, son sang n'a fait qu'un tour : «*L'évêché veut faire un projet certes social, mais contre l'intérêt général. C'est un lieu éminemment patrimonial qui va disparaître. Deux petits oratoires dans le jardin et la chapelle funéraire vont aussi être détruits. Ce projet va tout malmenner. Les dégâts seront irréversibles !*»

Irréversibles, peut-être aussi, pour le voisin direct du monastère qui n'est pas n'importe qui. Gérard Depardieu – «*Gégé*», pour les commerçants d'un quartier qu'il arpente sur son scooter, le casque mal fixé sur la tête – habite la porte à côté, celle de l'hôtel de Chambon (édifié en 1805 et classé monument historique en 1936). Or, l'acteur est vinaigre. Gérard Depardieu, mis en cause par ailleurs

pour des faits de viols et d'agressions sexuelles, crie au scandale et a engagé un recours pour arrêter le projet du diocèse. Il faut dire que l'édification du nouvel immeuble va écraser de sa masse sa terrasse et obscurcir la véranda qu'il s'est fait construire. Voilà des années qu'il a une vue imprenable sur le jardin de la Visitation.

C'est dans son sillage que Julien Lacaze entre dans la danse. Car Sites & Monuments, la plus ancienne organisation de défense du patrimoine en France, désignée d'utilité publique en 1936, est spécialisée dans les recours en justice. «*En ce moment, nous avons une centaine de dossiers au contentieux, précise-t-il. On vient de gagner sur la caserne Gudin, à Montargis [Loiret], qui ne sera pas détruite. Avec une condamnation pour prise illégale d'intérêts contre la préfète de région.*»

«Bâtiments restaurés»

L'«*affaire*» parisienne du monastère de la Visitation s'avère tout de même plus corsée que les autres. Et les choses n'avancent pas comme le défendeur des vieilles pierres l'aurait aimé. D'ailleurs, en 2022, Julien Lacaze rencontre sur le trottoir, toujours par hasard, le voisin célèbre. «*Depardieu a été infect. Il m'a dit : "Vous êtes nuls." Car on n'est pas encore parvenus à faire gagner nos recours. On a fait une intervention volontaire pour le soutenir et on se fait enquereler...*»

De son côté, le diocèse de Paris, qui fait valoir une concertation constante avec les pouvoirs publics concernés – commission du Vieux Paris, architectes des Bâtiments de France, services de la municipalité – pour l'obtention du permis de construire, ne voit pas trop où est le problème : «*Les bâtiments qui ont un intérêt patrimonial seront restaurés jusqu'aux boutons de porte!*, affirme Jean Chausse, l'économiste du diocèse. *La chapelle va également être restaurée. Le jardin va être dépollué et réaménagé, 140 arbres vont être plantés. Une partie du jardin va être désenclavée, grâce à un cheminement piéton ouvert au public en journée. Et un petit square sera aménagé en aire de jeux pour les familles.*»

L'économiste s'étonne : «*Le bâtiment qu'on va détruire date seulement de la deuxième moitié du XIX^e. La vacherie? Cela fait soixante-dix ans qu'il n'y a plus aucun animal sur le site... Ce n'est pas un projet de promotion immobilière. Ce serait compliqué qu'on ne puisse pas faire un lieu de charité. C'est un peu choquant de dire que les pauvres, c'est bien, mais pas dans le cœur de la ville.*» Le coût du projet est évalué à 50 millions d'euros, financé, en partie, par la construction d'un immeuble de location d'une quarantaine de logements et de deux commerces.

Pour mener la bataille, M. Lacaze ne dispose pas d'une armée napoléonienne, mais de quelques soutiens non négligeables. Six autres associations se sont rassemblées pour faire plier le diocèse. «*Il faut savoir joindre ses forces car tout ça repose sur une poignée de personnes*, intervient Christine Nedelec, présidente de France Nature Environnement Paris, association de défense de la biodiversité. *On estime que la justice sociale ne doit pas être découpée de la justice environnementale. Le problème, c'est qu'il y a un projet de valorisation immobilière du lieu. Qui permet*



A l'entrée du monastère de la Visitation, dans le 6^e arrondissement de Paris, le 12 février. CAMILLE GHARBI POUR «LE MONDE»

certes de payer le projet social, mais ça ne va pas. Il faut que le diocèse trouve un autre moyen de financer son projet social.»

Jack Lang, ancien ministre de la culture et président de l'Institut du monde arabe, a aussi pris la plume, le 11 octobre 2023, pour s'adresser à la ministre de la culture de l'époque, Rima Abdul Malak : «*Lors des Journées du patrimoine 2023, le président de la République a mis en exergue son souci de la conservation du patrimoine religieux français. Je me permets de porter à votre connaissance la situation périlleuse du monastère de la Visitation, menacé de destruction.*»

Mais, pour les opposants, l'affaire ne semble pas prendre la meilleure des tournures. Toutes les voies de recours se sont refermées les unes après les autres. Calme mais obstiné, M. Lacaze ne considère pourtant pas sa croisade terminée : «*Ils ont le droit pour eux, mais j'ai encore de l'espoir. Je suis persuadé qu'on peut arriver à un accord avec l'archevêché.*»

Mais, au sein du diocèse, il n'est pas exactement considéré comme un virtuose du compromis. «*On a proposé à M. Lacaze de venir. Il est venu*», raconte Stéphane Bazin, chef du projet de rénovation. Une fois la visite terminée, la conversation ne prend pas le tour attendu. «*Votre projet est très bien, mais je ne suis pas là pour ça. Je suis là pour préserver la valeur patrimoniale du monastère*», aurait ainsi lancé le responsable de Sites & Monuments. «*Mais justement!*, justifie M. Bazin, *c'est ce qu'on va faire!*»

Lui dit ne pas comprendre «*cet acharnement*» : «*Le permis de construire est définitif. Aucune contestation n'est plus possible. Les gens aiment les choses statuées. Je comprends les oppositions, tout est légitime, mais après, il y a des autorités légitimes qui décident.*»

«*Il me paraît triste de chercher à opposer conservation de la pierre ou de l'environnement et protection des personnes*, dit Thibaut de Lorgeril, responsable de l'Association pour l'amitié, qui fait vivre en colocation personnes en grande précarité et jeunes actifs, laquelle doit intégrer le lieu. *On parle de personnes qui n'ont pas réussi, qui ont décroché et le fait qu'elles puissent être au cœur du Paris qui "réussit" est essentiel pour créer les liens entre ces deux mondes.*»

«Ce n'est pas de la promotion immobilière. Ce serait compliqué qu'on ne puisse pas faire un lieu de charité»

JEAN CHAUSSE
économiste du diocèse de Paris

Même Gérard Depardieu, qui a voulu faire valoir ses droits jusque devant le Conseil d'Etat, la plus haute autorité administrative, a perdu, le 21 décembre 2021. «*Et ça nous a purgés du dernier recours*, précise Stéphane Bazin. *Finale-ment, Gérard Depardieu, en tant que principal opposant, a été très important dans cette affaire.*»

Mais M. Lacaze a une nouvelle idée : que la Mairie de Paris dégage une ligne budgétaire pour racheter le site et exproprier le diocèse. «*Je ne comprends pas pourquoi [elle] n'a pas dépêché un inventaire de la biodiversité qui a prospéré dans la friche*, abonde Christine Nedelec. *Cet endroit est un miracle absolument fou, et qu'on n'ait pas envie de tout faire pour protéger, conserver, magnifier ce qui est là... Déjà, ça me paraît incroyable.*»

Ultime tentative

Les associations de sauvegarde du patrimoine appellent à l'envi le discours de la Mairie, qui cherche à promouvoir moult espaces verts au cœur de la capitale dans son virtuosisme du compromis. «*On a proposé à M. Lacaze de venir. Il est venu*», raconte Stéphane Bazin, chef du projet de rénovation. Une fois la visite terminée, la conversation ne prend pas le tour attendu. «*Votre projet est très bien, mais je ne suis pas là pour ça. Je suis là pour préserver la valeur patrimoniale du monastère*», aurait ainsi lancé le responsable de Sites & Monuments. «*Mais justement!*, justifie M. Bazin, *c'est ce qu'on va faire!*»

Lui dit ne pas comprendre «*cet acharnement*» : «*Le permis de construire est définitif. Aucune contestation n'est plus possible. Les gens aiment les choses statuées. Je comprends les oppositions, tout est légitime, mais après, il y a des autorités légitimes qui décident.*»

«*Il me paraît triste de chercher à opposer conservation de la pierre ou de l'environnement et protection des personnes*, dit Thibaut de Lorgeril, responsable de l'Association pour l'amitié, qui fait vivre en colocation personnes en grande précarité et jeunes actifs, laquelle doit intégrer le lieu. *On parle de personnes qui n'ont pas réussi, qui ont décroché et le fait qu'elles puissent être au cœur du Paris qui "réussit" est essentiel pour créer les liens entre ces deux mondes.*»

Dimanche 10 mars, ce catholique pratiquant a profité des 150 ans de la paroisse Saint-François-Xavier, dans le 7^e arrondissement, pour tenter de plaider une ultime fois sa cause. Il était certain de tomber sur la ministre, qui est toujours maire (ex-Les Républicains) de l'arrondissement et fréquente volon-

«Cet endroit est un miracle. Qu'on n'ait pas envie de tout faire pour [le] conserver (...) me paraît incroyable»

JULIEN LACAZE
président de
Sites & Monuments

tiers les offices de cette église près des Invalides. D'abord, il a discuté avec l'archevêque de Paris, Laurent Ulrich, qui a refusé de rencontrer les associations, car ce dossier, selon lui, «*n'a que trop duré*». Mais M. Lacaze a aussi échangé avec M^{me} Dati, qu'il a trouvée «*très agréable*». Le dossier, lui a-t-elle selon lui assuré, est en bonne place sur son bureau. Pour autant, regrette-t-il, «*elle ne semblait pas, pour l'heure, s'y être plongée*».

Maire Les Républicains du 6^e arrondissement et proche de la mi-

nistre, Jean-Pierre Lecoq est catégorique. «*La rénovation du monastère est un projet magnifique que je défends*, affirme-t-il. *On a raconté beaucoup de salades. On essaye de faire croire que ce sont des vestiges extraordinaires. C'est toujours la même histoire avec les riverains. Il faut que rien ne change. Pour eux, si le projet est à 1 kilomètre de chez eux, c'est génial, à 200 mètres, c'est bien, et à 20 mètres, c'est soudain tragique.*»

M. Lacaze a tout de même été reçu, le 2 avril, par deux conseillers de la ministre. Selon nos informations, la décision ministérielle est prise. Il y aura un classement très partiel. Seuls les deux pilastres devraient être conservés, en plus des autres éléments sauvegardés. Gérard Depardieu, lui, est introuvable. Son avocat, chargée du dossier, ne veut pas parler à la presse. L'acteur chercherait à vendre l'hôtel particulier, mais aurait du mal à trouver preneur. Lui semble l'avoir compris : la messe est dite. ■

SARAH BELOUEZZANE
ET LAURENT TELO